

CE JEUDI, LE PREMIER MINISTRE ÉTAIT DANS LA CAPITALE DES AURÈS

Sellal fait la paix à Batna

Le Premier ministre a mené, jeudi dernier, une visite de travail dans la wilaya de Batna. Abdelmalek Sellal est revenu pour la première fois dans la capitale des Aurès après le «dérapage verbal» à l'encontre des Chaouis lancé la veille de la campagne de l'élection présidentielle.

De notre envoyé à Batna,
Tarek Hafid

Les Chaouis et Abdelmalek Sellal entèrent la hache de guerre. Personne non grata dans les Aurès depuis son «hacha rezk rabi», le Premier ministre s'est finalement rendu à Batna jeudi. C'est à Timgad, près du barrage de Koudiet Lemdouer, qu'il a rencontré les notables des tribus.

Les présidents d'APC et les représentants des moudjahidine et des enfants de chouhadas étaient également présents sous la tente

battue par le sirocco. Une «Pax chaouia» folklorique signée sous les barouds des cavaliers. «Batna a une grande place dans mon cœur. Il y a eu des déclarations malheureuses durant la campagne électorale. Mais ça, c'était durant la campagne, maintenant tout ceci est fini», a expliqué Sellal lors d'une conférence de presse animée au terme de sa visite. «Je suis venu à Batna pour démontrer que nous allons mettre en pratique toutes nos promesses électorales. C'est une visite de travail, ce n'est pas une visite populiste», a-t-il ajou-

té. Pourtant, le populisme était perceptible à Hamla, lors de la remise des clefs de logements sociaux. Des centaines de familles ont attendu des heures sous un soleil de plomb l'arrivée de «la délégation officielle». «Nous sommes ici depuis 9h. Certains sont venus à 7h. La chaleur est difficilement supportable, surtout en plein Ramadhan. Mais nous sommes heureux d'avoir enfin cet appartement», indique Ahmed, 65 ans, assis avec son fils à l'ombre d'un immeuble.

Le Premier ministre arrive aux environs de 13h. Il s'offre un bain de foule (de bénéficiaires de logements sociaux...) avant de remettre une quinzaine de clés. L'eau et la santé figurent également parmi les promesses tenues par le gouvernement.

Abdelmalek Sellal a inauguré lors de cette visite le système de transfert d'eau reliant le barrage de Ben-Haroun dans la wilaya de Mila au barrage de Koudiat Lemdouar. Ce projet permettra de sécuriser Batna grâce à un apport de 282 millions de m³ d'eau par an. Une partie de ce volume (255 millions de m³) sera destinée à l'AEP et le reste permettra d'irriguer près de 35 000 hectares de terres agricoles situés dans les communes de Aïn-Touta, Ouled Fadhel



Photo : NewPress

Sellal s'engage à mettre en pratique toutes les promesses électorales.

Chemora. Sellal a également donné le coup d'envoi du nouveau système d'adduction en eau potable de la ville de Batna. Confié au groupe public Cosider, ce projet prévoit la pose d'une conduite de 37,5 km ainsi que la réalisation de huit réservoirs de stockage. Dans le domaine de la santé, Sellal a inauguré le Centre anti-cancer. Structure d'envergure régionale, le CAC de Batna est appelé à prendre en charge les patients

des wilayas de Biskra, Khenchela, Oum El Bouaghi, Tébessa et El Oued.

Le chef de l'exécutif a assisté, jeudi, au traitement par radiothérapie du premier malade, un patient de 70 ans atteint du cancer de la prostate. Abdelmalek Sellal semblait satisfait, jeudi, au terme de cette visite de travail. Son retour à Batna n'a provoqué aucun incident. La page semble être définitivement tournée.

T. H.

IL SERA EXAMINÉ LA SEMAINE PROCHAINE
PAR LE GOUVERNEMENT

Un plan quinquennal
de 11 500 milliards de dinars

Lors du point de presse animé au terme de sa visite à Batna, le Premier ministre a annoncé l'examen par le gouvernement du nouveau plan quinquennal 2015-2019. «Ce plan sera doté d'une enveloppe financière de 11 500 milliards de dinars. Il permettra de poursuivre le développement des infrastructures de base ainsi que le soutien à l'entrepreneuriat», a indiqué Abdelmalek Sellal. Cependant, il n'a pu donner d'in-

formations précises sur le taux de réalisation et sur la consommation des fonds inscrits dans le cadre du plan quinquennal en cours. «Nous devons installer une commission composée de cadres de tous les départements ministériels afin de dresser le bilan des réalisations», s'est contenté de dire Sellal.

Confiant, il a indiqué que l'Algérie dispose des moyens financiers pour mettre en œuvre le futur plan. «Les recettes en hydro-

carbures devraient augmenter d'ici la fin de cette année. Notre gaz et notre pétrole sont vendus à l'avance. D'ailleurs, nos clients en demandent toujours plus.

C'est le cas dernièrement de la ministre du Développement économique italienne qui était à Alger qui nous a demandé de livrer plus de gaz. Nous avons refusé car nous devons faire face à un marché intérieur très demandeur.»

T. H.

5-JUILLET

52 années d'indépendance et de liberté ?

52 ans que les Algériens ont arraché leur indépendance et mis fin à l'exercice du régime colonial français dans le pays. 52 ans, c'est plus qu'un demi-siècle et nul ne peut, en cette commémoration d'une révolution qui a fait la fierté des citoyens et l'exemple pour les pays sous domination, faire l'économie de cette question : quel bilan pour la liberté et la souveraineté pour lesquelles le combat avait été engagé et gagné sur l'adversaire ? C'est le contexte politique, économique et social actuel qui renseigne sur ce que nous avons fait de nos 52 ans de liberté, en principe retrouvée, et de la nature des relations que nous entretenons aujourd'hui avec l'ancienne puissance coloniale.

La scène politique nationale pour cette année 2014 a été dominée par un forcing sans pareil pour un quatrième mandat pour le Président Bouteflika. Beaucoup n'y croyaient pas, mais une machine infernale a été mise en branle pour la réélection d'un président âgé et malade, faisant comme si l'Algérie de 2014 n'avait qu'un sauveur, qu'un homme en mesure d'assurer — ont tonné les chefs d'orchestre de cette opération — la stabilité du pays.

Ça a été fait et aujourd'hui, tout le monde s'y plie. A cette état de fait, suit pour l'heure, une autre opération axée sur la révision de la Constitution que les mêmes acteurs de la réélection de Bouteflika, présentent comme un document qui sera la synthèse de toutes les propositions de ceux invités à en faire, y compris des islamistes condamnés pourtant par la justice à ne plus faire de politique mais que l'on a malgré tout invités aux agapes autour de ce texte. L'opposition qu'on disait inexistante, a réussi le tour de force de se faire entendre,

en attendant d'exister réellement au sein de la société. Mais là aussi, le pourra-t-elle, sachant l'attelage qui la compose et qui va de militants démocrates convaincus, de militants laïques qui se sont battus longtemps pour la séparation de la religion de l'Etat à des religieux qui avaient toujours combattu la démocratie et qui n'ont jusqu'à ce jour jamais condamné le terrorisme, même si leur discours se fait tactiquement plus soft.

Avec un rassemblement de l'opposition aussi hétéroclite et aussi improbable, il est fort à parier que la résistance au pouvoir actuel, 52 ans après l'indépendance, même si elle a quelque peu marqué sa volonté de s'organiser, ne s'est pas encore prononcée sur l'essentiel : quel projet de société veut-elle participer à construire ? Quels principes républicains essentiels sur lesquels doit être bâti ce rassemblement ? En attendant, les citoyens sont toujours en butte, depuis 52 ans, aux marchés qui flambent tous les Ramadhans que Dieu fait

et à l'impuissance déclarée de l'armada de contrôleurs, aux feuilletons sans fin des grosses affaires non élucidées et sur lesquelles le silence radio est de mise, aux scandales des biens acquis, essentiellement chez l'ancien colonisateur, par certains responsables politiques sans qu'aucune justice ne se saisisse de ces dossiers ; aux conditions désastreuses dans lesquelles nos malades sont accueillis, lorsqu'ils peuvent l'être dans nos hôpitaux devenus mouiroirs... Là et dans beaucoup d'autres domaines les citoyens observent et ne voient rien venir.

Dans cet horizon qui semble bloqué, il est toutefois quelques faits qui relèvent du paradoxe et qui permettent quelques espoirs : la désignation de nouveaux responsables à la tête de certains départements ministériels en est un : le secteur sinistré de l'éducation qui devra, sans aucun doute, sortir de son marasme si on laisse faire, comme elle l'envisage, sa nouvelle responsable ; le secteur des affaires religieuses, qui se distingue, pour une fois, en espérant qu'elle ne soit pas la dernière, par un discours tolérant sur l'observance du Ramadhan et sur la pratique musulmane autre que musulmane, qui relève de l'affaire personnelle.

Ce 52^e anniversaire se déroule, par ailleurs, dans une conjoncture on ne peut plus calme et plus sereine avec la France, l'ancienne puis-

sance coloniale. Faut-il s'en étonner, sachant que le premier magistrat a choisi la France et son hôpital militaire pour s'y soigner ? Faut-il s'en étonner aussi, sachant que du côté officiel algérien, l'on n'évoque plus ni excuses ni repentance pour les actes commis par le régime colonial dans notre pays ? Faut-il s'en étonner encore, lorsque la France raffe autant de contrats qui viennent au secours d'une économie française mal en point ? Faut-il s'étonner encore que le président de l'Assemblée nationale aille prendre part aux cérémonies de ravivage de flamme à l'Arc de Triomphe et que la presse d'Etat, pour ne pas offusquer, passe sous silence ce fait ? Faut-il enfin s'étonner que des officiers algériens de haut rang soient invités à défiler sur les Champs-Élysées le 14 juillet.

Partie française comme partie algérienne évoquent des relations gagnant-gagnant entre ancienne colonie et ancien pays colonisateur. Cette évolution dans les relations, ce beau fixe en ce 52^e anniversaire auraient été acclamés si du côté de notre pays, le gagnant était non pas la personne du Président que la France a soigné, encouragé et aidé pour le 4^e mandat mais les citoyens qui ne voient pas beaucoup de bénéfices de cette embellie. Souveraineté ? Indépendance ? Liberté ? Il faudra peut-être encore attendre un peu.

Khedidja Baba-Ahmed